

Faire mouvement avec bienveillance pour réveiller les dégoûtés et bâtir un avenir en commun

Publication : 28 août 2017

Ce texte est une contribution pour participer aux débats de cette rentrée à propos de l'avenir de la France Insoumise.

Réveiller les dégoûtés pour fédérer le Peuple.

C'est la première tâche que doit s'assigner la France Insoumise.

Il s'agira de rester fidèle aux premiers pas du mouvement.

Jean-Luc Mélenchon a donné l'exemple : "*Ne scandez jamais mon nom*".

Nous ne sommes pas un Fan-club.

Nous engageons une bataille culturelle pour gagner durablement sur un programme : L'Avenir en commun.

Ce programme a été élaboré de façon ouverte. Tous les citoyen-ne-s qui le souhaitent ont pu participer à sa rédaction. Il est notre référence pour 5 ans. Les livrets thématiques le complètent, les Ateliers des lois le précisent chaque jour un peu plus. Nous verrons bien un an avant les présidentielles quelle méthode choisir collectivement pour parfaire ce projet pour une France humaniste, solidaire et écologique.

Les prochains rendez-vous sont politiques.

En 2019 une victoire aux élections européennes est à portée de main.

Notre score de la présidentielle et nos résultats des législatives font de nous la première force écologiste et sociale du pays. Le travail remarquable et remarqué de nos député-e-s France Insoumise permet à notre projet d'être incarné au parlement. Les amphis d'été, la marche du 23 Septembre contre le Coup d'État social, le refus de participer aux compromis pourris des sénatoriales avec les partis politiques traditionnels, la Convention d'automne en préparation sont autant d'étapes qui donnent corps à notre mouvement. Portons tout ceci avec force, fierté, sans barguigner.

Nous avons à ouvrir pour les élections européennes le processus commun aux 500 000 insoumis pour approfondir et conforter la stratégie européenne Plan A /Plan B. L'élection européenne doit isoler le Président Macron. Lui signifier l'échec de sa politique libérale en France. Annoncer à l'Europe que la France porte par son peuple un projet différent et incompatible avec celui de l'Europe allemande de madame Merkel. Les ateliers citoyens pourront privilégier des lectures publiques et collectives des textes libéraux pour lesquels nous appelons à désobéir. Les citoyennes et citoyens doivent pouvoir eux mêmes travailler sur les places de villages et de quartiers à la désobéissance aux traités libéraux, et de la mise en œuvre du Plan B dès les européennes de 2019.

En 2020 les élections municipales sont des rendez-vous dans lesquels doit être lisible notre refus catégorique de l'ordre établi.

Libérer nos communes de l'emprise de la finance, des banques et des lobbys demande des équipes municipales pédagognes, ouvertes mais intransigeantes sur le fond.

Développer des projets construits par les citoyens eux-mêmes exige de rompre avec les accords d'appareils sur de petits dénominateurs communs. Ce sont les ateliers citoyens sur les places de villages et de quartiers qui doivent produire les radicalités concrètes conformes au programme humaniste, solidaire et écologique de l'Avenir en Commun.

Nos listes devront s'avancer dès les premiers tours des élections municipales de manière libre, et autonomes de tous les partis politiques traditionnels. Les méthodes de l'éducation populaire seront privilégiées. Les citoyennes et citoyens se prépareront à l'exercice du pouvoir de façon désintéressée pour eux mêmes. La cogestion des projets, des services publics et l'économie sociale et solidaire seront des marqueurs incontournables du temps politique des élections municipales et de la mandature 2020-2026.

La forme de notre Mouvement à l'image de notre projet

Nous ne sommes pas un Parti politique dans la tradition du vieux Monde politique et nous ne devrions jamais l'être.

Nous nous employons à chasser les mauvaises manières. Dans la France insoumise un marqueur est à défendre : la bienveillance.

Chez nous il n'y a pas de place pour les conflits de personnes et les égos démesurés. Nous sommes révolutionnaires dans la société et bienveillants dans notre mouvement.

Tous ceux qui nous rejoignent sont les bienvenus. Nous ne demandons ni CV ni carte à l'entrée. Chacun et chacune vient quand il veut et repart quand il veut. Chacun et chacun milite avec plaisir. A la France insoumise on ne paie pas de cotisation pour venir détester son camarade comme dans certains partis du vieux monde. Du reste on ne paie pas de cotisation, on fait des dons à la France insoumise. Et tout le monde a voix au chapitre par des consultations régulières et nationales. Il faut que cela dure et s'amplifie. C'est une bonne méthode. Les insoumis votent souvent. Mais un insoumis ça argumente, ça ne vote pas en cadence. Je propose que l'on privilégie toujours les débats jusqu'à épuisement des arguments. Chacun doit donner un argument complémentaire d'un autre ou contradictoire jusqu'à ce qu'il y en ait plus en présence. Ensuite il se dégage naturellement et pacifiquement une tendance majoritaire. J'ai expérimenté les débats mouvants dans le Jura et la prise de décision par consentement quand il n'y a plus d'argument de part et d'autre dans une discussion sans sanctionner par un vote à la fin. C'est très inclusif de tout le monde. Nul ne se sent mis en minorité, humilié d'avoir été battu. Notre mouvement s'affaiblirait de vote d'exclusion, de mise en minorité "physique" en petit comité ou en assemblée citoyenne. C'est aussi par des façons de faire différentes que la bienveillance sera réelle.

Les groupes d'appuis et les conventions nationales, véritables poumons de notre mouvement.

Nous ne pouvons pas prétendre mettre à distance la culture du vieux monde politique et le reproduire à la première occasion.

Suivons l'exemple des partis politiques qui nous soutiennent. J'observe avec bonheur que les forces qui sont membres de l'espace politique de la France insoumise ont depuis le début consenti à laisser les insoumis dominer les débats et les délibérations. Dans nos conventions ils représentaient moins de 20% des délégués, les insoumis tirés au sort dominaient les débats et les arbitrages : cette façon de faire est une garantie pour la suite. Les conventions de la France Insoumise doivent être régulières. Peut-être 2 fois par an.

Les 500 000 insoumis doivent pouvoir contribuer, faire la décision en ligne sur le net. Les délégués sont une incarnation de la diversité sociale et territoriale du mouvement. Ils n'emportent pas la décision. Quand il faudra, et il le faudra, fixer la feuille de route et la composition de l'équipe d'animation de la France insoumise ce sont les 500 000 insoumis qui devront avoir voix au chapitre.

La base c'est le groupe d'appui pour qu'il y ait des groupes d'action partout en France.

Notre organisation sur le terrain ne peut être en contradiction avec nos pratiques horizontales sur le Net. Non l'horizontalité du mouvement n'est pas un " gadget de bobo parisien". Dans nos bassins de vie si nous mettions en place des coordinations départementales ou régionales nous finirions rapidement par reproduire le féodalisme des partis politiques du vieux monde politique. Si nous avons vocation à mettre les citoyens en action c'est d'outils et de méthodes dont ils ont besoin. Pas de consigne. Une convention lance un débat, une équipe a une feuille de route nationale, des campagnes sont à disposition des insoumis isolés ou en groupes. Et c'est très bien. Regardez comme les caravanes insoumises sont indispensables pendant l'été. Regardez comment nous sommes friands de campagne pour argumenter et mobiliser à propos du code du travail pour les 12 et 23 septembre. Mais les groupes ou les insoumis isolés doivent être avant toute chose en situation d'agir, de s'entraider et de partager. Le groupe d'appui n'est pas une section ou un comité. C'est pour moi un lieu qui se fait et se défait. Nous ne sommes pas obligés d'aller à la réunion avec le ou la "casse pied" qui n'est jamais content-e et qui nous brise nos envies d'essayer des trucs pour que ça soit sympa. Militer cela doit pouvoir se faire avec plaisir. Je suis partisan que l'on puisse aller et venir, faire et défaire des groupes d'appui au gré des actions. Moi par exemple je préfère maintenant initier un groupe d'appui pour faire un journal plutôt que de rester en groupe d'appui de quartier. Ma voisine a créé un groupe d'appui de bibliothécaires et n'est jamais venue en groupe d'appui de la rue. Nul besoin de " caporaliser" le mouvement dans les communes et les départements. C'est quoi le souci ? Les municipales? Mais qui a dit qu'on n'avait pas le droit de façon désintéressée pour soi-même de créer un groupe d'action qui déclenche des brigades mobiles, des porteurs de paroles ou des ateliers citoyens pour travailler sur la gestion publique de l'eau, la place de l'économie solidaire, la fin des pesticides ou l'implantation d'éoliennes dans le village ou la ville? Qui a dit qu'on ne pouvait pas sans attendre de consigne aider les habitants à s'auto-organiser quand la puissance publique a failli? Pas besoin de coordination départementale ou régionale permanente pour être utile, efficace et déclencheur d'insurrection et de projets constructifs. Se financer ? Mais justement réfléchissons à financer localement [et bientôt nationalement] des actions concrètes décidées localement. Action après action plutôt que de mettre en place des bureaucraties et des cotisations sans action immédiate. Tout ceci ce sont des vieilles manières. Nous n'avons pas fait tout ça pour ça. Quand le moment viendra de bénéficier de financements publics il sera grand temps en 2018 de fixer des règles en convention nationale et de tirer au sort des membres pour suivre à intervalle régulier le

financement de fiches actions envoyées par les groupes d'appui. Là encore avec bienveillance.

Je prends l'exemple du journal local. Mais je pourrais prendre l'exemple de l'action en faveur du respect de la biodiversité en ville ou à la campagne. Un groupe veut faire "une feuille de chou". il se déclare sur la plate forme. Crée un événement, réunit des correspondants en ligne ou sur place. Crée une association du "Journal des dégoûtés pour chasser les dégoûtants". Lance une souscription, sort le premier numéro. Organise une vente à la criée ? Réserve une salle pour fêter la création du journal. Ce n'est pas concret ? Une insoumise souhaite déclencher des prises de conscience qu'on peut changer les choses dans le quartier. Elle a un dictaphone pour faire parler les gens, les faire réfléchir sur les solutions pour agir ensuite avec les voisins pour préparer la rentrée scolaire ? Il faut une coordination ? Une fédération de type parti ? Je vous propose qu'on se nourrisse les uns les autres des pratiques possible sans avoir besoin de chefs et de système pyramidal à la France insoumise. Avec le Journal de l'insoumission sur une suggestion de Manuel Bompard nous vous proposons de publier des entretiens ou des témoignages sur tout ce qui se fait sur le terrain avec bonheur et qui donne de la joie à s'engager.

Comprenons-nous bien : la France insoumise c'est cela. De la bienveillance et de la joie d'agir au service de l'intérêt général humain et écologique.

La France insoumise sera ce que nous en ferons avec ceux qui nous rejoindront tous les jours. Nous avons la responsabilité de faire triompher la Révolution citoyenne dans un océan de défiance vis à vis de la politique. Il nous est interdit de ressembler à ceux qui ont dégoûté une grande majorité des gens."

Gabriel Amard